



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 13 DÉCEMBRE 2019**

L'an deux mille dix neuf, le treize décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

MORVAN Marie-Claude

Excusés

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)
MOULLEC Yvan (pouvoir à CUNIN Marie-José)
ROUBY Solenn (pouvoir à TRMAL Marie-France)
RIOU Michel (pouvoir à LECLERC Patrick)

Absents

FORTIN Laurence

Conseil de Communauté du 13 décembre 2019
Délibération n°DCC2019_175

Objet	Labellisation du Syndicat des Eaux du Bas-Léon en EPAGE - Définition de l'intérêt communautaire au sein de la compétence optionnelle "protection et mise en valeur de l'environnement"
Rapporteur	Yvon BESCOND
Service	Services techniques
Thème	Environnement

Yvon BESCOND donne lecture du rapport suivant :

EXPOSE DES MOTIFS :

En avril 2019, le Comité de bassin Loire-Bretagne a émis un avis défavorable à une labellisation du Syndicat des Eaux du Bas-Léon (SEBL) en Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) et orienté celui-ci plutôt vers une labellisation en Établissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE). Le SEBL a alors engagé une procédure pour devenir EPAGE et ainsi lui permettre de poursuivre des missions, pour le compte des EPCI membres.

Cette labellisation en EPAGE est soumise aux conditions suivantes :

- Adhésion de tous les EPCI concernés par le territoire du SAGE Bas-Léon,
- avec transfert (de chacun de ses membres vers le SEBL) d'au moins une compétence. Cette compétence peut être celle définie au L211-7-12° du code de l'environnement en vue d'animer le SAGE (« 12° *L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique* »).

Sur le territoire du SEBL, la Communauté est concernée par le bassin versant de l'Aber Wrach qui comprend en partie les communes de St Divy, St Thonan, Plouédern et Trémouézan (cf carte des bassins en annexe).

La labellisation en EPAGE du Syndicat entraîne pour la Communauté :

- La nécessité de définir l'intérêt communautaire de sa compétence (optionnelle) « Protection et mise en valeur de l'Environnement » en précisant que pour celle-ci, la Communauté assure les missions de l'item 12 de l'article L211-7 du code de l'Environnement
- L'adhésion de la Communauté au SEBL, via un transfert de compétence, au titre de l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques (L.211-7-12° du CE) sur la partie de son territoire (bassin hydrographique) concernée par le SAGE du Bas-Léon,
- Par ailleurs, le SEBL assure historiquement des missions, sur le territoire de la commune de Trémaouézan, relevant des items 6, 7 et 11 de l'article L211-7 du code de l'Environnement, à savoir :
 - La lutte contre la pollution (item 6),
 - La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines (item 7),
 - La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques (item 11).

Il est donc proposé que l'intérêt communautaire de la compétence « Protection et mise en valeur de l'Environnement » comprenne, en plus de l'item 12 de l'article L211-7 du code de l'Environnement, les items 6, 7 et 11 du même article. Ces items de l'article L211-7 du code de l'Environnement sont des missions, ou « *compétences partagées* », ce qui signifie que, par exception au principe d'exclusivité qui régit le fonctionnement des EPCI, elles sont au croisement des compétences de plusieurs personnes. En outre, ces items de l'article L211-7 du code de l'Environnement sont

« sécables », c'est-à-dire qu'ils peuvent être à leur tour transférés ou délégués sur une partie seulement du territoire de la Communauté, comme un bassin voire un groupement de sous-bassins. Pour l'instant, au vu de l'avancement de la démarche, il est simplement proposé de définir l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « Protection et mise en valeur de l'Environnement » et d'attendre un prochain conseil de Communauté pour délibérer sur les nouveaux statuts du SEBL sous forme d'EPAGE.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 26 novembre 2019
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 12 novembre 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la définition de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « Protection et mise en valeur de l'Environnement » comme comprenant les items 6, 7, 11 et 12 de l'article L211-7 du code de l'Environnement.

Article 2 : Autorise le président à adresser une lettre d'intention au SEBL précisant l'appui de la Communauté dans sa démarche de labellisation en EPAGE, d'une part, et la volonté de la Communauté d'adhérer à ce dernier pour les missions de l'item 12 de l'article L211-7 du code de l'Environnement, d'autre part.